
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 2 (1974)

DOI: 10.11588/fr.1974.0.46437

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

JOSEF BECKER

BISMARCK ET L'EMPIRE LIBÉRAL*

En hommage à Karl Dietrich Erdmann
à l'occasion de son 65^e anniversaire.

L'année dernière, l'historien anglais John Röhl a fait paraître un petit livre sous le titre: »Deux princes allemands face aux problèmes de la responsabilité de la première Guerre Mondiale«. Röhl y a publié – entre autres – une lettre datant du 9 septembre 1914. L'auteur en est le Prince Philipp zu Eulenburg-Hertefeld, ancien conseiller et ami intime de Guillaume II. Dans cette lettre, Eulenburg analyse la politique du gouvernement allemand et examine les causes immédiates de la conflagration européenne. Le Prince souligne d'abord le fait que le gouvernement impérial a réussi à prouver, aux yeux du public allemand, le caractère défensif de la politique du Reich avant et durant la crise de Juillet. D'après les documents publiés à Berlin, c'est la Russie qui aurait déclenché une guerre d'agression. Puis, dans la lettre de Philipp Eulenburg se trouvent des passages qui devaient frapper son destinataire; le Prince écrit: *La manière du gouvernement impérial de présenter ce >fait< de l'agression russe [...] décelait un trait bismarckien, qui me satisfaisait.* Pour le lecteur, Eulenburg ne laisse pas de doute sur ce qu'il pense: le mot >fait< est, pour en souligner l'ironie, encadré de guillemets. Et pour préciser son jugement, le Prince poursuit: *Avant la déclaration de la guerre de 1870, l'ambassadeur de France, Benedetti, commit l'insolence inouïe de >brusquer<, sur la promenade d'Ems, le roi Guillaume – c'est ainsi que Bismarck a informé le peuple prussien, qui – enragé de cet incident – réclama la guerre.* Or, dans le journal de son oncle, qui – en tant que ministre de l'Intérieur de sa Majesté le Roi, – tenait compagnie à Guillaume I^{er} pendant la crise finale, Philipp Eulenburg avait vainement cherché des notes au sujet d'un pareil affront. Le seul fait qui ressort de ce journal, écrit le Prince, c'est que le

* Texte annoté et légèrement augmenté d'une conférence prononcée à l'Institut Historique Allemand le 15 novembre 1972. Je tiens à exprimer ma gratitude à Madame J. Forestier (Paris) et Koeniger-Pradalier (Munich) pour avoir bien voulu m'assister à l'établissement final de la version française du manuscrit.

petit ambassadeur se comportait à Ems avec une politesse égale à celle qu'il avait montrée à Berlin¹.

Plus de cinquante ans après la rédaction de cette lettre, l'historiographie n'a toujours pas formulé d'opinion commune sur la politique des gouvernements prussien et allemand dans les crises de juillet 1870 et 1914. Certes, personne ne saurait plus contester (au moins depuis les recherches de Fritz Fischer et d'Egmont Zechlin²) que la dénonciation de l'agression russe était une manœuvre habilement calculée qui visait en premier lieu les masses des travailleurs allemands et la tradition de leur antitzarisme démocratique; et, depuis longtemps, la légende patriotique des événements de la Promenade d'Ems a été demantelée – on n'ignore nullement que Benedetti n'a pas ajouté à la provocation politique de sa mission un affront personnel au vieux roi Guillaume. Mais, jusqu'à maintenant, ni les historiens allemands ni les savants étrangers ne se sont mis d'accord sur

¹ Cf. JOHN C. G. RÖHL, *Zwei deutsche Fürsten zur Kriegsschuldfrage. Lichnowsky und Eulenburg und der Ausbruch des Ersten Weltkriegs. Eine Dokumentation.* Düsseldorf 1971, p. 65 sq.: *Die Zeit der Kabinettskriege ist vorüber, darum sollten wohl dynastische Interessen überhaupt ausscheiden. Und dennoch vermag ich bei voller und genauer Kenntnis aller Vorgänge hinter den politischen Kulissen und der im Vordergrund der Entscheidung stehenden Persönlichkeiten nicht anders als zu behaupten, daß dieser Krieg, in seinen Motiven zunächst doch ein Kabinettskrieg, durch die Form der angewandten Agitation aber den Charakter eines Volkskrieges angenommen hat. Und das ist von höchstem Wert, von höchster Bedeutung für unsere deutsche Zukunft, an deren hohen Kulturaufgaben ich nicht zu zweifeln vermag. War der Krieg aber zugleich etwa ein Angriffskrieg oder nicht? »Es war ein Angriffskrieg von russischer Seite«, wird es mir mit voller Überzeugung und bei Kenntnis der offiziell bekannt gegebenen Akten aus allen Kehlen meiner Landsleute entgegenschallen. Auch das ist für das Volksgewissen von höchster Bedeutung: »Wir sind von Rußland zum Kriege gezwungen worden«; so heißt es – und so soll es auch heißen. Die Form, in der uns von der Regierung dieses »Faktum« an der Hand von Urkunden klar gemacht wurde, trug einen Bismarckschen Zug, der mich befriedigte; war es Bethmann, Jagow? Zimmermann? Ich weiß es nicht. Ich möchte auf Zimmermann plus Jagow raten. Vor Ausbruch des Krieges 1870 beging der französische Botschafter Benedetti die unerhörte Ungezogenheit, König Wilhelm auf der Promenade von Ems »zu brüskieren«, so teilte es Bismarck dem preußischen Volke mit, das vor Wut über den unerhörten Vorgang nach Krieg schrie. Aus dem Tagebuch meines Onkels, des Ministers Fritz Eulenberg, das im Manuskript hier zu meiner Verfügung liegt, ist nichts darüber gesagt. Und doch befand sich in Vertretung von Bismarck damals mein Onkel in Ems bei König Wilhelm. Es geht nur aus dem Tagebuch hervor, daß sich der kleine höfliche Benedetti, bei dem ich als junger Mensch noch in Berlin verkehrte, in Ems ebenso benahm, wie in Berlin. Le journal privé de Fritz Eulenberg semble avoir brûlé lors de l'occupation du Château de Liebeberg en 1945 (d'après une information du Comte Wend zu Eulenberg-Hertefeld du 23 octobre 1971).*

² Cf. le recueil, édité par Wolfgang SCHIEDER: *Erster Weltkrieg. Ursachen, Entstehung und Kriegsziele.* Köln, Berlin 1969; tout récemment: Imanuel GEIS, *Die Fischer-Kontroverse. Ein kritischer Beitrag zum Verhältnis zwischen Historiographie und Politik in der Bundesrepublik.* in: Idem, *Studien über Geschichte und Geschichtswissenschaft.* Frankfurt am Main 1972, et: *Deutschland in der Weltpolitik des 19. und 20. Jahrhunderts. Festschrift für Fritz FISCHER.* Édité par I. GEISS et B. J. WENDT. Düsseldorf 1973.

une hypothèse semblable à celle émise par Eulenburg. John Röhl, dans sa publication de la lettre du Prince, tient à noter que de récentes recherches historiques sur la politique de paix que menait Bismarck lors de la crise de juillet 1870 contredisent ce jugement de Philipp Eulenburg³.

Il serait téméraire de vouloir faire, au cours d'une pareille conférence, une analyse suffisante de ce problème complexe. Mon objectif est plus modeste. Je me bornerai à reconsidérer la politique bismarckienne dans la première moitié de 1870 en me référant surtout aux études, parues depuis 1970, de Jochen Dittrich, Eberhard Kolb et Andreas Hillgruber. En particulier, mes réflexions porteront sur l'examen d'un problème de détail – celui de l'attitude de Bismarck envers les changements constitutionnels qui établirent en France l'Empire libéral. La légitimité et même l'opportunité de l'étude de ce sujet me semblent aussi évidentes que sa portée dans le cadre d'une réinterprétation de la politique bismarckienne; quant à l'opportunité de ce thème, il suffit de signaler le jugement qu'Andreas Hillgruber a porté, il y a quelques mois, dans son étude sur la politique étrangère de Bismarck: Jusqu'à présent le problème de savoir si Bismarck attendait de la consolidation du régime parlementaire en France un effet positif ou négatif sur la politique prussienne, qui visait à franchir la barrière du Main, est resté une question litigieuse⁴. En ce qui concerne la portée de ce problème, il suffit de rappeler que l'interprétation des initiatives et des intentions du Chancelier de la Confédération du Nord dans la poursuite de la candidature espagnole du Prince héritier Léopold, est étroitement liée aux notions que l'on se fait de la manière dont Bismarck évaluait la politique allemande du Second Empire. Nous tâcherons donc d'abord d'analyser la résonance qu'a eue la libéralisation de l'Empire sur la politique du fondateur du Reich. Ensuite, nous essaierons de placer la politique française de Bismarck dans le contexte plus large de sa politique nationale au printemps 1870. Pour terminer nous esquisserons quelles perspectives semblent résulter de nos considérations et qui nous ramèneront aux convictions hérétiques du Prince Philipp Eulenburg⁵. C'est ainsi que nous aboutirons à un bilan des investigations récentes – bien entendu un bilan provisoire, qui ne saurait encore offrir des solutions à toutes les questions posées par ce sujet central de la politique de Bismarck en 1870. Quant à moi, je retiendrai avec gratitude les objections et les suggestions qui pourraient préciser ou nuancer des idées présentées peut-être d'une manière trop succincte et dont pourraient profiter de futures recherches.

³ RÖHL, *op. cit.*, p. 31, n. 59.

⁴ Cf. Andreas HILLGRUBER, *Bismarcks Außenpolitik*. Freiburg 1972, p. 98.

⁵ Je m'appuie ici surtout sur trois études dans lesquelles j'ai exposé, d'une manière plus circonstanciée, mes vues du problème: *Der Krieg mit Frankreich als Problem der*

I

Lorsqu'en 1970, dans un des livres commémoratifs de la fondation de l'Empire, Jochen Dittrich a repris le sujet de sa thèse sur le rôle de la candidature espagnole dans la politique de Bismarck⁶, il ne s'est nullement vu contraint à modifier grandement les résultats de sa thèse de doctorat de 1948⁷. Cela n'était pas pour étonner; car on sait bien que – surtout grâce à l'autorité de Gerhard Ritter – l'interprétation des intentions de Bismarck par Dittrich a trouvé au cours des années cinquante l'approbation quasi-unanime des historiens de la République Fédérale. Egmont Zechlin ne formulait qu'une *communis opinio* lorsqu'il divulguait – dans un manuel d'histoire de 1967 – cette conclusion essentielle de Dittrich, qu'il n'était plus nécessaire de discuter sérieusement l'ancienne hypothèse de la candidature espagnole montée par le »Chancelier de Fer« comme *guet-apens pour Badinguet*⁸.

Egalement en 1970, Eberhard Kolb publia le chapitre introductif de sa vaste étude sur la diplomatie bismarckienne pendant la guerre de 1870 et sur la préparation de la Paix de Francfort⁹. Malgré quelques divergences de vue, Kolb se montre d'accord avec Dittrich sur le caractère essentiellement pacifique de la politique de Bismarck dans la première moitié de 1870. Et il ne manque pas de relever un des arguments clef de Dittrich: Le ministre prussien a attendu – tel est le raisonnement – la reconnaissance par la France du principe de la nationalité et une politique de stricte non-intervention, conforme aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, si le régime parlementaire se stabilisait.

Lorsqu'il rejetait énergiquement – au mois de février 1870 – une interpellation d'un groupe libéral pour l'admission du grand-duché de Bade

kleindeutschen Einigungspolitik Bismarcks 1866–1870. in: Das kaiserliche Deutschland. Politik und Gesellschaft 1870–1918. Édité par Michael STÜRMER. Düsseldorf 1970, pp. 75–88, Zum Problem der Bismarckschen Politik in der spanischen Thronfolge 1870. in: HZ 212, 1971, pp. 529–607, Bismarck und die Frage der Aufnahme Badens in den Norddeutschen Bund im Frühjahr 1870. Dokumente zur Interpellation Laskers vom 24. Februar 1870. in: Zeitschr. f. d. Gesch. d. Oberrheins 119, 1971, pp. 427–470.

⁶ Cf. Jochen DITTRICH, Ursachen und Ausbruch des deutsch-französischen Krieges 1870/71. in: Reichsgründung 1870/71 Tatsachen, Kontroversen, Interpretationen. Édité par Theodor SCHIEDER et Ernst DEUERLEIN. Stuttgart 1970, pp. 64–94.

⁷ Jochen DITTRICH, Bismarck, Frankreich und die spanische Thronkandidatur. Die »Kriegsschuldfrage« von 1870. Mit einer Einführung von Gerhard RITTER. München 1962; une version abrégée de cette thèse de doctorat avait été publiée en 1953 sous le titre: Bismarck, Frankreich und die Hohenzollernkandidatur. Der Kriegsausbruch von 1870 und das deutsch-französische Problem. in: Die Welt als Geschichte 13, 1953, pp. 42–57.

⁸ Egmont ZEHLIN, Die Reichsgründung. Frankfurt/M, Berlin 1967, pp. 152 sq.

⁹ Der Kriegsausbruch 1870. Politische Entscheidungsprozesse und Verantwortlichkeiten in der Julikrise 1870. Göttingen 1970.

au sein de la Confédération du Nord, Bismarck aurait agi selon cette évaluation de la politique allemande de l'Empire libéral: Il aurait voulu éliminer tout facteur perturbant l'enracinement du système parlementaire, afin d'obtenir, dans un avenir proche, l'unité allemande sans risque de conflit militaire avec la France. Il semble qu'une conclusion impérative puisse être déduite de ce raisonnement: Si Bismarck entendait éviter la provocation, que signifiait pour la France, à cette date, l'entrée isolée d'un seul état d'Allemagne méridionale à la Confédération du Nord, il serait insensé de lui supposer des intentions guerrières, lorsqu'il acceptait – également en février 1870 – l'offre espagnole de la candidature d'un prince de la branche catholique des Hohenzollern¹⁰.

Si l'on examine la genèse de cette interprétation, on se heurte à une première difficulté: L'idée que Bismarck mettait son espoir dans la stabilisation de l'Empire libéral, remonte au septième tome de l'œuvre monumentale de Heinrich Sybel sur la fondation de l'Empire allemand par Guillaume I^{er}¹¹. Il va de soi que l'origine de l'interprétation inspire un scepticisme légitime, car on n'ignore pas que Sybel avait entrepris son œuvre en tant qu'historiographe officieux; et même le fait que, lors de l'élaboration de ce septième tome paru en 1894, Sybel avait perdu le privilège de l'accès aux Archives Secrètes de Berlin¹², ne prouve pas l'exactitude de sa présentation des mobiles du Chancelier: car l'autorisation d'utiliser les actes prussiens lui fut retirée par Guillaume II, lorsque Sybel pécha contre la légende officielle du désintéressement de la Prusse pour la candidature au trône espagnol. Sybel s'est soumis à la raison d'état. Il a gardé le secret de la politique bismarckienne dans la mesure où il le connaissait par les Archives Secrètes de la Prusse, et il n'a cessé de souligner le caractère pacifique des actions de Bismarck avant la crise de

¹⁰ Pour les contemporains, une interprétation contraire s'offrait; cf. par exemple K. KLÜPFEL, *Geschichte der deutschen Einheitsbestrebungen bis zu ihrer Erfüllung 1848 bis 1871*. t. II Berlin 1873, p. 325: *So eingehend die Darlegung Bismarcks [lors de la réfutation de l'interpellation de Lasker...], so hat er, wie es scheint, doch nicht ausgesprochen, was ihn eigentlich bestimmte, dem Verlangen so entschieden entgegenzutreten. Er wußte, daß sich etwas vorbereite, was eine weit geschicktere Gelegenheit darbieten werde, nicht nur Baden, sondern ganz Süddeutschland mit Norddeutschland zu einigen. Er wußte, daß der Krieg mit Frankreich unvermeidlich sei, aber er wollte nicht, daß man sagen könne, Preußen hat den Ausbruch herbeigeführt durch die Ungeduld, mit der es die Erweiterung seiner Machtsphäre durchsetzte. Er wollte, daß Frankreich von einer anderen Angelegenheit Veranlassung nehme Krieg anzufangen, in einer Weise, die dasselbe in den Augen Europa's unzweifelhaft als Angreifer und Friedensstörer erscheinen ließe.*

¹¹ Cf. Heinrich v. SYBEL, *Die Begründung des Deutschen Reiches durch Wilhelm I.* t. VII München 1894, pp. 182 sq.

¹² Cf. George O. KENT, *New Notes on Heinrich von Sybel and Die Begründung des Deutschen Reiches durch Wilhelm I.* in: *Bulletin of the Institut of Historical Research* 28, 1955, pp. 90 sqq.

Juillet 1870. Dans ses efforts d'apologiste, Sybel passait outre les limites que le vieux Bismarck se mettait lui-même. Peu de temps après la parution du septième tome de la »Formation de l'Empire allemand«, l'ancien Chancelier fit publier un démenti tranchant de la version que Sybel donnait de la politique prussienne vis-à-vis de l'Empire libéral. Un article inspiré par Bismarck affirme que ce n'étaient pas des égards par bienveillance envers la France, qui déterminaient sa décision négative lors de l'initiative libérale pour l'admission du pays de Bade à la Confédération du Nord¹³. C'était par égard à la situation intérieure dans les royaumes de Bavière et du Wurtemberg. Une entrée isolée du grand-duché libéral dans la Confédération du Nord aurait agi comme une pression prussienne sur les gouvernements de Munich et de Stuttgart et aurait eu des conséquences fâcheuses pour l'inclination de ces états et de leur population à s'unir sous le casque à pointe.

On se souvient de la phrase pleine de cynisme que Bismarck prononça après la lecture de l'œuvre de son historiographe officieux: *Les mobiles que Sybel nous impute sont vraiment curieux, mais il est bon que les gens pensent que nous étions ainsi*¹⁴. En ce qui concerne sa politique française après l'avènement de l'Empire libéral, Bismarck n'a pas tenu à ce que cette illusion de Sybel reste intacte.

Il ne serait pas trop difficile de montrer, à partir de documents contemporains, que l'hypothèse de Sybel reste sans fondements. Je me bornerai à noter ici deux observations:

Primo, l'examen minutieux de la presse allemande aurait empêché une acceptation irréfléchie de l'hypothèse de Sybel. Dès 1869, on pouvait lire dans la presse de l'Allemagne du Sud les raisons péremptoires qui devaient guider la tactique du Chancelier en ce qui concerne la question allemande en février 1870. Un auteur, probablement officieux, y exposait que l'entrée du grand-duché de Bade signifiait le risque de la guerre avec la France. Or, si guerre il y a, l'unification allemande doit être son but suprême et le résultat à obtenir. Cet enjeu serait mis en question, si le conflit militaire avec la France avait pour origine l'admission isolée du grand-duché de Bade à la Confédération du Nord. Car le *casus foederis* ne serait pas reconnu volontairement par les deux autres grands états de

¹³ Cf. Hermann HOFMANN, *Fürst Bismarck 1890–1898*. t. II Stuttgart, Leipzig, Berlin 1914, pp. 275 sqq. Bismarck se réfère à un compte-rendu du livre de SYBEL, exposé par Erich BRANDENBURG dans son étude »Fürst Bismarck und der Ausbruch des deutsch-französischen Krieges« (Allgemeine Zeitung nr. 42 du 11 février 1895, supplément nr. 34).

¹⁴ *Es ist doch komisch, was für Motive uns Sybel zuschreibt. Aber es ist doch ganz gut, wenn die Leute meinen, daß wir so gewesen seien* (cité d'après Franz SCHNABEL, *Otto von Bismarck* (1965). in: Idem, *Abhandlungen und Vorträge 1914–1965*. Édité par Heinrich LUTZ. Freiburg im Breisgau 1970, p. 364).

l'Allemagne du Sud et il serait même à craindre que le Württemberg et la Bavière ne s'unissent, en cas de guerre, à l'Autriche et à la France contre la Confédération du Nord¹⁵. C'est précisément cette évolution négative de

¹⁵ L'article du »Mannheimer Verkündiger« (nr. 226 du 23 septembre 1869) vaut d'être reproduit intégralement: *Die Zeitungen sagen, es gehe die Luft in Süddeutschland schwanger mit Gedanken des Anschlusses an den Nordbund. Es ist schwer zu begreifen, daß Württemberg solche Gedanken haben, noch schwerer, daß Baiern daran denke, und so bleiben wir in Baden allein. In der That kommt von Berlin – aber nur in Zeitungsartikeln, – an uns der Rath, daß wir uns separat, ohne unsere süddeutschen Mitbürger, in den Nordbund begeben sollten. Der badische Landtag soll dazu die Initiative ergreifen und den Antrag auf Anschluß stellen, Preußen werde die dargebotene Hand aus Rücksicht auf die mögliche Einmischung fremder Mächte sicher nicht zurückweisen, die badische Regierung ihrerseits aber werde den Antrag des Landtags gerne sehen und ihm statt geben. Dieser Rath mag wohlgemeint sein, und auch ganz patriotisch, aber seine Annahme kann nur sehr bedingungsweise gut geheißen werden. Wir verkennen nicht, daß der Anschluß Badens ein politisches Ereigniß, eine That sein würde, welche geeignet wäre, die Freunde der nationalen Sache in Württemberg und Baiern zu ermuthigen, und den Gegnern derselben die Stellung zu erschweren, welche sie für ihre Politik der Sondersouveraineté und des Zuwartens genommen haben. Wir wünschen die Vereinigung Süddeutschlands mit dem Nordbund. Wir wünschen selbst, daß sie sich vollziehe ohne Rücksichtnahme auf die Intriguen des Auslands und auf den Notenfürsten in Wien. Aber ein Anderes ist die Frage, ob Baden und sein Landtag berufen ist, eine kühne That zu vollbringen, deren Folgen zu allererst und zu allermeist auf unser Land, auf seinen Frieden, seinen Wohlstand, sein Glück fallen könnte. Nach unserer Ansicht ist es berechtigt, wenn ein muthiger Mann sein Leben um eines großen Zweckes willen einsetzt, er stirbt für sich allein, es ist auch berechtigt, wenn ein Volk um seiner Größe und Macht willen sein Gut und sein Blut opfert, ein hoher Gewinn berechtigt zu hohem Einsatz. Aber es ist nicht berechtigt, um kleiner Ziele willen ein Volk in große Gefahren zu stürzen, und ein ernstes Geschäft mit dem Geiste des Schwindlers zu treiben. Der Einzel-Anschluß von Baden hat deshalb nur Sinn, wenn entweder Garantie vorhanden ist, daß er nicht der Keim und die Quelle eines europäischen Kriegs wird, oder wenn dieser Anschluß sichtbar und klar die Grundbedingung zur Wiederherstellung des deutschen Reiches ist. Als bloße Speculation ist er verwerflich, denn er für sich allein constituirt Deutschland nicht, wohl aber droht er Verwicklungen, die wenn sie statt fänden, unser Land mit den schwersten Opfern zahlen müßte. Berlin mag uns diese That zumuthen. Wir aber müssen uns erinnern, daß wir im Kriegsfall ein langgestrecktes Land sind, welches nicht zu vertheidigen ist, wenn wir selbst annehmen, daß Württemberg und Baiern neutral blieben und bleiben könnten. Wir müssen uns erinnern, daß diese beiden Länder zur Zeit diesen Einzel-Anschluß Badens als eine ihnen zugefügte Beleidigung aufnehmen würden, und darin einen Grund mehr suchen könnten, von den Allianzverträgen abzufallen, und – trotz aller deutscher Declamationen – in ihrem particularistischen Interesse mit den Feinden des Nordbunds gemeinsame Sache zu machen. Wir müssen uns erinnern, welches Elend der Krieg über diesen schmalen Landesstrich dann bringen würde, der während des Kriegs aufgegeben und nur durch siegreiche Erfolge in Frieden zurückgestellt werden könnte. Selbst dieser siegreiche Erfolg würde die Wunden nicht heilen, welche der Krieg unserem Baden geschlagen hätte – wäre aber dieser Erfolg unbedingt gesichert? Solche Erfolge kann ein Land nicht bringen und nicht wagen lediglich damit der Nordbund um etwa 1 400 000 Einwohner reicher und wir in Baden Mitglieder des Nordbundes würden. Dazu müßte der mögliche Gewinn größer, es müßte mindestens sicher sein, daß Badens Anschluß den der übrigen süddeutschen Staaten sofort zur Folge hätte. Daran ist aber nicht zu denken. Setzt der Nationalliberalismus statt zu arbeiten*

la situation intérieure qui défendait à Bismarck de se servir de la question badoise comme cas de guerre. Le chancelier était trop perspicace pour prêter le flanc à ses adversaires en exerçant une pression directe et massive sur les forces de l'opposition antiprussienne en Allemagne méridionale¹⁶. Et par surcroît, il devait compter, de la part de la Russie et de l'Angleterre, avec des réactions négatives contre une politique expansive qui ne correspondait pas aux buts des dynasties des états du Sud ou de leur opinion publique. Dans les milieux diplomatiques de Berlin, on colportait, au printemps 1870, comme la conviction courante que le vent de Saint-Pétersbourg ne soufflait pas aux conquêtes par les moyens violents; et l'attitude du gouvernement de Londres ne pouvait qu'augmenter la réserve de Bismarck envers toute tentative de passer le Main sans une légitimation démocratique ou sans l'appel des gouvernements.

La deuxième observation qu'il faut noter, renvoie au problème des implications politiques qui caractérisèrent toujours le débat sur les origines de la guerre de 1870. L'hypothèse de Sybel n'a eu de succès éclatant que d'une manière posthume; elle fut ranimée après la chute de l'Empire allemand en 1918, alors que toute prise de position historique sur les origines de la guerre de 1870 équivalait à une prise de position plus ou moins directe dans les débats âpres au sujet des responsabilités concernant la première Guerre Mondiale. Il serait instructif de suivre les détours qu'ont pris – malgré une appréciation plus approfondie et plus juste de la personnalité de Bismarck – les recherches sur le fondateur de l'Empire allemand sous l'influence des débats sur les responsabilités de la première Guerre Mondiale¹⁷. Et il serait aisé de montrer combien de fois il aurait été utile de

in die Lotterie, so werden die bedächtigen Nachbarn lediglich den Mißerfolg verzeichnen, und sich um so mehr bei Seite halten. Wir in Baden haben alle Ursache, Deutsch sein zu wollen, und es gehört nicht zu unsern Aufgaben, das schwarz-roth-goldne Banner mit dem schwarz-roth-weißen zu vertauschen, so lange nicht ganz Deutschland diese Farben für die seinen erklärt. D'après une note de la mission autrichienne à Karlsruhe, cet article aurait comme auteur l'ancien premier ministre badois Lamey, alors l'un des chefs du parti national-libéral (Haus-, Hof- und Staatsarchiv Wien, PA VII/50). Cf. encore les arguments semblables de Bismarck du 20 novembre 1869 (BISMARCK, *Die gesammelten Werke*. t. 6b Berlin 1931, pp. 165–168), la revue de presse (2 mars 1870), surtout le résumé d'un article probablement inspiré de la *Weser-Zeitung*, dans: *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870–1871*. t. 26 Paris 1929, pp. 399–402, et l'interprétation d'Émile OLLIVIER (*L'Empire Libéral. Études, Récits. Souvenirs*. t. 13 Paris 1908, pp. 22 sq.).

¹⁶ Tel le jugement du marquis de Launay (dépêche du 3 avril 1870, Ministero degli Affari Esteri Roma, Archivio Storico Diplomatico, Rapporti Prussia, Pacco 1320).

¹⁷ Pour les lignes générales, cf. le brillant essai de Michael STÜRMER, *Bismarck-Mythos und Historie*. in: *aus politik und zeitgeschichte. beilage zur wochenzeitung das parlament* du 16 janvier 1971 (version anglaise: *Central European History* 4, 1971); en outre: Elisabeth FEHRENBACH, *Die Reichsgründung in der deutschen Geschichtsschreibung*. in: SCHIEDER/DEUERLEIN, et: *Das Bismarck-Problem in der Geschichts-*

se rappeler le passage qui suit d'une lettre d'Alfred Dove: Ne le faites pas comme *papa Droysen* qui, même là où le vieux Fritz admettait lui-même d'avoir commis une bêtise ou joué la comédie, prouve très précisément l'inverse¹⁸.

Sans que je puisse entrer dans d'autres détails, le problème de l'évaluation par Bismarck de la politique allemande de l'Empire libéral peut être résumé ainsi: l'accueil favorable que le gouvernement prussien accordait à l'avènement de l'Empire libéral doit être interprété dans le cadre général de l'appréciation officielle par Berlin de la politique française à partir de 1867. Or, cette appréciation officielle a été – à partir de la visite du roi Guillaume et de son premier ministre à l'exposition universelle de 1867 – assez favorable en tant qu'elle concernait l'Empereur – soit que Napoléon III pratiquât le régime autoritaire, soit qu'il s'engageât dans la voie de la libéralisation constitutionnelle. Herbert Geuss, dans son livre sur Bismarck et Napoléon III, a expliqué ce fait, entre autres, par le désir du Chancelier de fixer la politique impériale envers la Prusse sur une ligne de la bienveillance et de la paix¹⁹. Cette hypothèse ne me semble pas toucher au centre de la tactique bismarckienne. Après le conflit constitutionnel en Prusse et après les deux guerres de 1864 et 1866, la politique étrangère de Bismarck avait un objet primordial: gagner la confiance des gouvernements européens afin d'éviter une situation internationale qui isolerait la Confédération du Nord dans la dernière phase de l'unification petit-allemande. C'est d'abord dans le cadre de cette politique générale qu'il faut juger l'appréciation positive de la politique de Napoléon III par le gouvernement prussien et par sa presse officielle et officieuse. Cette attitude ostensible revêt un aspect de politique intérieure: On sait que dans les rangs du parti libéral on n'a pas cessé de déplorer la politique apparemment stationnaire de Bismarck après 1867. La plupart des libéraux nationaux aurait préféré une décision rapide, voire précipitée, de la question nationale, sans suffisamment tenir compte d'une intervention française ou de la configuration internationale. Lorsque Bismarck donna aux diplomates prussiens et à la presse prussienne le mot d'ordre de juger favorablement le changement de cabinet à Paris au début de l'année 1870, le Chancelier visait – du même coup – les insistances et les pressions intempestives

schreibung nach 1945. Édité par Lothar GALL. Köln/Berlin 1971. Cf. aussi Peter STADLER, Die Reichsgründung von 1871. Ein historiographischer Rückblick. in: Schweizer Monatshefte 51, 1971, et (du point de vue marxiste) Gustav SEEBER et Heinz WOLTER, Neue Tendenzen im bürgerlichen Geschichtsbild der BRD über die Reichsgründung von 1871. in: Zeitschr. f. Geschichtswiss. 20, 1972.

¹⁸ Lettre du 20 avril 1883 à Heinrich von Treitschke (Oswald DAMMANN, Neue Briefe von Alfred Dove. in: HZ 144, 1931, p. 50).

¹⁹ Cf. Herbert GEUSS, Bismarck und Napoleon III. Ein Beitrag zur Geschichte der preußisch-französischen Beziehungen 1851–1871. Köln, Graz 1959, p. 218.

des libéraux nationaux, qui, eux, étaient prêts à risquer une guerre sans en avoir assuré – dans la mesure du possible – le succès militaire et politique durable, qui seul – aux yeux du Chancelier – justifiait le recours aux armes. En définissant la ligne de conduite officielle du gouvernement prussien vis-à-vis du cabinet Ollivier-Daru, Bismarck a retiré aux libéraux des arguments contre la poursuite de son attentisme apparent dans la question allemande et il a rejeté – une fois de plus – l'ingérence du parti libéral dans la haute politique – chasse gardée du Chancelier.

Avant de terminer cet essai d'analyse, il faut mentionner encore un troisième aspect: L'accueil favorable que trouvait l'avènement de l'Empire libéral à Berlin jouait aussi le rôle d'un ballon d'essai. Paris n'a pas tardé à le dégonfler. Par une circulaire diplomatique²⁰ le Comte Daru fit démentir énergiquement les bruits soutenus par la presse de Prusse, selon lesquels l'Empire libéral entendait mener une politique qui laissait la main plus libre à Bismarck pour achever l'unité petit-allemande. Si jamais Bismarck avait nourri de pareilles illusions (j'en doute fort), il aurait donc dû les perdre dès la seconde moitié du mois de février – c'est-à-dire dès l'époque où il obligea le roi à accepter l'offre espagnole du trône de Charles Quint.

Nous n'ignorons pas que l'évolution postérieure de l'Empire libéral – les résultats du plébiscite du 8 mai, la nomination du Duc de Gramont au ministère des affaires étrangères et encore la politique romaine du gouvernement impérial²¹ – ont inspiré au Chancelier un jugement très critique sur les chances de la paix. Et contrairement à une conviction prépondérante de l'historiographie allemande, le Chancelier semble avoir suivi avec beaucoup d'attention et une suspicion prononcée le renouvellement des entretiens sur une triple-alliance Paris-Vienne-Rome²².

²⁰ Cf. Hermann ONCKEN, Die Rheinpolitik Kaiser Napoleons III. von 1863–1870 und der Ursprung des Krieges von 1870/71. Nach den Staatsakten von Österreich, Preußen und den süddeutschen Mittelstaaten. t. III Stuttgart, Berlin und Leipzig 1926, pp. 317 sq., et: Origines diplomatiques t. 26, pp. 342 sqq.

²¹ Le problème du rôle qu'a joué pour la diplomatie de Bismarck la politique romaine de Paris mériterait une étude en détail; lorsque Harry Arnim qualifiait (21 mai 1870) de dilettantisme politique la décision française d'adopter, après la démission du Comte Daru, une ligne de non-intervention envers le Concile du Vatican, le chancelier, pour motiver ce changement d'orientation, notait en marge de cette dépêche de Rome: *guerre* (cf. Victor CONZEMIUS, Preussen und das Erste Vatikanische Konzil. in: *Annuario Historiae Conciliorum* 2, 1970, p. 410 n. 235, la dépêche est déjà mentionnée dans le commentaire de Friedrich THIMME in: BISMARCK, Die gesammelten Werke. t. 6b Berlin 1931, p. 321). Cf. également les conjectures de Norbert MIKO, Das Ende des Kirchenstaates. t. I^{er} Wien, München 1964, pp. 523 n. 1, 550 n. 4, 561 n. 2, 563 n. 2.

²² Selon les rapports du marquis de Launay du 30 mai et 13 juin 1870 (Ministero degli Affari Esteri Roma, Archivio Storico diplomatico, Rapporti Prussia, Pacco 1320). Heinrich LUTZ, après un dépouillement détaillé des actes autrichiens, arrivait naguère à la conclusion que Napoléon III pressait apparemment à une guerre prochaine (Von Königgrätz zum Zweibund. Aspekte europäischer Entwicklung. in: *HZ* 216, 1973).

C'est des événements français du mois de mai 1870 que Pierre Renouvin a déduit la résolution de Bismarck de mettre au premier plan la candidature du Prince héritier Léopold; convaincu que le *gouvernement impérial va mener une politique extérieure plus vigoureuse et que la présence de Gramont est un symptôme hautement belliqueux*, le Chancelier aurait *changé ses batteries*²³. Avancée en 1954, cette explication de la politique bismarckienne me semble toujours une des mieux fondées. Mais il y a de très forts indices que le Chancelier s'était résolu dès la fin du mois de février et dès le début du mois de mars 1870 à inaugurer une politique qui risquait à dessein un conflit militaire avec la France, afin de faire sortir le mouvement petit-allemand et la politique nationale de la Prusse de l'impasse où ils se trouvaient alors. Je renonce à exposer ces indices en détail et ne rappelle que l'entretien confidentiel de Bismarck avec le premier ministre saxon Friesen au cours duquel il confirmait que pour la France comme pour l'Allemagne du Nord – pour des raisons de politique intérieure – une guerre était aussi inévitable que nécessaire. La thèse selon laquelle une appréciation positive de l'Empire libéral par Bismarck exclut la notion de ses intentions belliqueuses lors de l'acceptation de la candidature espagnole ne semble plus défendable.

J'arrive donc à l'examen du problème central de la politique bismarckienne dans la première moitié de 1870, tel qu'il se présente d'après les études publiées récemment.

Dans ses cours faits à l'Université de Freiburg, Andreas Hillgruber (en se référant au livre d'Eberhard Kolb) résume ainsi l'état actuel de nos connaissances²⁴: Premièrement, quant à la genèse de la candidature espagnole du Prince héritier Léopold, Bismarck suivait avec beaucoup de minutie le développement des événements en Espagne et il y envoya même, au printemps 1869, le chroniqueur militaire Th. v. Bernhardi comme observateur – mais le Chancelier n'accorda aucun intérêt aux bruits selon lesquels le Prince héritier Léopold ou son frère Frédéric serait un candidat possible au trône d'Espagne. L'acceptation finale de la candidature offerte par le gouvernement espagnol était surtout due aux efforts de l'agent secret de Bismarck, Max v. Versen, qui ressuscita les intérêts des Hohenzollern-Sigmaringen et du Chancelier au mois de mai 1870, lorsque Bismarck avait déjà abandonné le projet.

Secundo: En soutenant la candidature du Prince héritier, Bismarck n'a nullement voulu provoquer la guerre avec la France; la réaction du gouvernement français l'a absolument surpris et – d'après les données inter-

²³ Histoire des relations internationales. Publiée sous la direction de Pierre RENOUVIN. t. V Paris 1954, p. 380.

²⁴ Cf. HILLGRUBER, loc. cit., pp. 102–106.

nationales – cette réaction était imprévisible. Même par la rédaction de la dépêche d'Ems, Bismarck n'a pas entendu décider du sort de la paix ou de la guerre, mais a pris une position essentiellement défensive. Les responsabilités du déclenchement de la guerre incombent exclusivement au gouvernement impérial.

La première thèse me semble ressortir du dépouillement incomplet des sources disponibles: Lorsque Georges Bonnin a édité les actes secrets de la Wilhelmstraße sur le problème de la succession au trône d'Espagne²⁵, il n'a pas publié les fragments du journal de Theodor v. Bernhardi qui, après une intervention du ministère des affaires étrangères au début de ce siècle, furent exclus de la publication des écrits de Bernhardi²⁶. Or, il résulte de ces fragments que la mission de Bernhardi avait dès 1869 au moins le but de fournir les renseignements nécessaires à une décision éventuelle sur une candidature possible d'un prince de la branche catholique des Hohenzollern²⁷. On sait que – dès le printemps 1869 – Bismarck a répondu à certains sondages russes que Berlin pourrait, le cas échéant, profiter de ses relations extérieures, même de ses relations avec l'Espagne pour provoquer la Fran-

²⁵ Bismarck and the Hohenzollern Candidature for the Spanish Throne. The Documents in the German Diplomatic Archives. Edité par Georges BONNIN, avec une préface de George P. GOOCH. London 1957.

²⁶ Auswärtiges Amt Bonn, Politisches Archiv, Deutschland 158 secr. vol. 3: *Guerero wird mir einen Empfehlungsbrief an Prim mitgeben – außerdem aber meinethalben direkt an Prim schreiben und ihn auf meine Ankunft vorbereiten. – Ob er schreiben soll, daß ich in bestimmter Mission nach Spanien gehe? – Nein!* (Note datant évidemment du 24 avril 1869 et à insérer probablement p. 28 de: *Aus dem Leben Theodor von BERNHARDIS*. t. IX Leipzig 1906); *Bülow sagt mir, daß von der Kandidatur eines Hohenzollern für den spanischen Thron bereits in den Zeitungen etwas verlautet. In welchen? – Das erfuhr ich nicht, und doch wäre es wichtig, das zu wissen, um ermessen zu können, ob es Napoleon ist, ob Prim, der die Sache [!] vorzeitig bekannt macht, um sie zu durchkreuzen – oder ob sie bloß durch eine absichtslose Indiskretion bekannt geworden ist.* Ces passages ont été cités par Lawrence D. STEEFEL, *Bismarck, the Hohenzollern Candidacy, and the Origins of the Franco-German War of 1870*. Cambridge/Mass. 1962, pp. 17 sq.; sa conclusion que les notes de Bernhardi ne dévoilent aucune connaissance confidentielle de la candidature ne me semble être exacte que pour la phase finale en 1870 (cf. BECKER, *Zum Problem*, pp. 570 sq.).

²⁷ D'après une dépêche de Karnicki du 13 août 1869, le ministre espagnol des affaires étrangères avouait que Berlin avait fait *des démarches* en faveur du Prince Léopold. Ces *démarches* ont été attribuées à Bernhardi (cf. Nancy N. BARKER, *Napoleon III and the Hohenzollern Candidacy for the Spanish Throne*. in: *The Historian* 29, 1967, p. 436). La proposition de Norbert MIKO, que le secrétaire d'état Thile révélait (le 8 juillet 1870) au ministre italien de Launay le rôle de médiateur de Bernhardi entre Prim et Léopold (*Der Untergang des Kirchenstaates und Osterreich-Ungarn im Jahre 1870*. in: *Röm. Hist. Mitt.* 1, 1956/57, p. 144 note 30) s'avère inexacte. Il ne s'agit que d'une supposition du ministre espagnol à Berlin (cf. *Documenti Diplomatici Italiani*. Prima Serie, t. XIII Roma 1963, p. 21). Sans se référer à une source, le bibliothécaire des princes de Hohenzollern-Sigmaringen souligne, qu'au mois de septembre 1869, Salazar offrait la candidature avec la complicité et la concurrence de Bismarck (SCHMITZ-MANCY, *Leopold der Gütige, Fürst von Hohenzollern. Ein Lebensbild*. Berlin 1910, p. 35).

ce à une guerre d'agression. Il ne peut pas être exclu que le Chancelier songeait dès cette époque à une candidature espagnole comme cas de guerre.

Pour Bismarck, la mission de Bernhardi se révéla d'ailleurs être un échec, dans la mesure où ce vieux militaire proférait les mêmes opinions négatives sur les chances d'un prince étranger que rapportait le ministre de Prusse à Madrid, Baron Canitz. Cet échec fut à l'origine des missions fameuses de Lothar Bucher et de Max v. Versen. C'étaient eux qui envoyaient d'Espagne les rapports édulcorés (*couleur de rose* critiqua le roi) qui avaient pour but de persuader Guillaume I^{er}, le Prince Karl Anton et le Prince héritier d'accepter la candidature. Surtout Max v. Versen n'a pas cessé plus tard de se vanter, plus ou moins directement, de la part qu'il avait prise aux événements précédant immédiatement la guerre de 1870. Il est donc obligatoire de ne se fier qu'avec réserve au journal privé de Versen lorsque cet aventurier réclame le mérite d'avoir déterminé Bismarck définitivement au mois de mai 1870 à ressusciter la candidature abandonnée par la famille Hohenzollern²⁸. Certes, Bismarck semble être revenu de Varzin à Berlin sans plus compter sur Léopold et son plus jeune frère Frédéric pour la candidature. Mais le Chancelier ne s'était nullement résigné — il se préparait à tendre un piège en Roumanie: Versen devait aller à Bucarest — évidemment pour offrir le trône espagnol au Prince Charles, frère puîné du Prince héritier Léopold²⁹. On s'aperçoit vite des conséquences internationales d'un pareil coup: querelle sérieuse entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, affrontement probable de Paris et de Saint-Pétersbourg sur la question des principautés danubiennes et conflit entre la France et la Prusse sur le problème espagnol. D'après mes connaissances, on n'a pas, jusqu'à présent, tenu suffisamment compte de ce stratagème de Bismarck. Friedrich Frahm a essayé de prouver au début des années trente que le Chancelier envisageait dès 1869 une telle combinaison³⁰. Une intervention du Ministère des Affaires Etrangères de Ber-

²⁸ Cette prétention n'a nullement convaincu les fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères de Berlin. Lorsque la biographie de Versen et une copie de son journal privé furent soumises à la censure du Ministère, le Legationsrat Klemeth critiqua: *Nach Versen war Bismarck die eigentliche, mit allen Mitteln zur Annahme treibende Kraft, u. zw. trotzdem man in den Kauf nahm, daß die französische Nation sich in ihrem Nationalhaß gegen die Hohenzollern fortreißen lassen könnte* (Auswärtiges Amt Bonn, Politisches Archiv, Deutschland 158 vol. 3). Contre une sous-évaluation, par Eberhard KOLB, de la part décisive qu'a prise Bismarck à la réalisation de la candidature, des réserves ont été formulées par Fritz KALLENBERG, *Die Vorgeschichte des Krieges von 1870/71. in: Die Reichsgründung von 1871 im Urteil der Gegenwart. Versuch einer kritischen Bilanz.* Édité par l'Institut für staatsbürgerliche Bildung in Rheinland-Pfalz. Mainz s. d. [1971], p. 47.

²⁹ Cf. BONNIN, loc. cit., p. 266 (24 mai 1870).

³⁰ Je dois l'occasion de consulter les manuscrits inédits de Fr. Frahm à l'obligeance bienveillante de sa veuve, Dr. K. Frahm, et de leur beau-fils, Prof. Dr. G. Krause (Bonn).

lin a empêché la publication de l'étude de Frahm. De futures recherches auront à prouver s'il s'agit d'une hypothèse fondée ou d'un produit de l'histoire conjecturale.

La deuxième thèse, qui soutient le caractère nettement pacifique de la politique de Bismarck avant et durant la crise de juillet 70, oblige à certaines observations générales: Cette thèse repose en dernier lieu sur une prémisse unique, sur la conviction (largement acceptée par les historiens allemands après 1945) que Bismarck voulait réaliser l'unité définitive de l'Allemagne sans conflit militaire avec la France parce qu'il craignait les guerres qui s'en suivraient. Je pense que cette conviction est erronée. Elle n'a fait carrière, parmi les historiens allemands, qu'après la première guerre mondiale et elle me semble être influencée essentiellement par le fait que la manière dont se pose le problème de l'unité allemande au 20^e siècle ne saurait être dissociée de la manière dont Bismarck a réussi l'unité petit-allemande. Il me semble au contraire évident que Bismarck n'a jamais compté sérieusement pouvoir achever l'unification allemande sans une guerre avec la France. Car une unification de l'Allemagne – fût-elle petit-allemande ou grand-allemande – signifiait toujours non seulement la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais également un changement fondamental dans l'équilibre européen. L'enjeu dans la rivalité entre Napoléon III et Bismarck, entre les peuples allemands et français, était la prépondérance continentale. Les règles du système international du 19^e siècle ne prévoyaient pas l'abandon forcé de la position de prédominance continentale sans appel aux armes. Comme l'a formulé naguère Victor Tapié: *Il était bien clair que, n'ayant reçu aucune compensation aux agrandissements territoriaux de la Prusse et au progrès de sa puissance militaire, les Français envisageaient la possibilité d'une guerre, pour obtenir par la victoire ce que la négociation leur avait refusé*³¹.

J'ajoute à ces observations générales un examen très court de l'hypothèse selon laquelle Bismarck n'aurait pas pu prévoir des réactions aussi véhémentes que celles du gouvernement français à partir du 6 juillet et selon laquelle la politique bismarckienne, même après les déclarations belliqueuses de Gramont à la tribune du corps législatif, ne s'orientait pas vers la guerre. Je me borne ici à attirer l'attention sur deux rapports jusqu'à présent inconnus: l'un provenant de l'ambassadeur italien à Berlin, l'autre provenant du ministre autrichien dans la capitale prussienne.

³¹ Victor-L. TAPIÉ, *Autour d'une tentative d'alliance entre la France et l'Autriche 1867-1870*. Wien 1971, p. 15. Cf. également: Pierre Paul SAGAVE, *Die Reichsgründung 1871 aus französischer Sicht*. in: *Zeitschr. f. Religions- u. Geistesgeschichte* 22, 1970, p. 48, et Jean-Baptiste DUROSELLE, *Vom historischen Erbfeind zum europäischen Partner*. in: *Europa und die Einheit Deutschlands. Eine Bilanz nach hundert Jahren*. Édité par Walther HOFER. Köln 1970, p. 72.

Dans une dépêche confidentielle à Visconti-Venosta, le marquis de Launay relatait ainsi le contenu d'un long entretien qu'il avait eu avec Bismarck le 29 mai 1870: Il est certain – lit-on dans ce compte-rendu – que le gouvernement prussien et les confédérés, s'ils ne cherchent querelle à personne, ne souffriraient ni une agression ni même des railleries, et que, si on leur jette le gant, ils le relèveront avec toute l'énergie du patriotisme. Ce serait alors la guerre, qu'ils ne craignent point, parce qu'ils sont prêts à l'affronter³². – Trois semaines plus tard, le baron de Wimpffen communiquait au chancelier Beust l'essentiel d'une conversation avec Benedetti. L'ambassadeur de France était revenu d'un court séjour à Paris. Il ne dissimulait nullement à son collègue autrichien que plus que jamais il s'était persuadé à Paris que la France – en attribuant toutes ses difficultés et tous ses embarras aux événements de 1866 – ne saurait plus supporter un seul empiètement de la part de la Prusse. Le cas échéant, il serait impossible au gouvernement de l'Empereur Napoléon d'observer une politique de non-intervention. Benedetti ajoutait à cela qu'à son avis le comte de Bismarck ne pouvait pas ne pas connaître cette disposition³³.

Ce ne sont que deux des témoignages disponibles qui signalent que les apparences pacifiques de l'été 1870 étaient trompeuses. A Berlin comme à Paris on était résolu – si une occasion s'offrait – à trancher le conflit qui couvait depuis l'échec de la politique de compensation en 1867^{33a}.

³² Ministero degli Affari Esteri Roma, Archivio Storico Diplomatico, Rapporti Prussia, Pacco 1328 (30 mai 1870).

³³ Haus-, Hof- und Staatsarchiv Wien, PA III/102 (18. juin 1870). On se souvient de l'entrefilet du journal alphonseiste «l'Epoca» de la fin d'avril 1870, d'après lequel l'Empereur avait qualifié, vis-à-vis du ministre espagnol à Paris, la candidature d'un prince de la maison d'Hohenzollern comme un cas de guerre pour la France (cf. BECKER, *Zum Problem*, p. 582). Marcel ÉMÉRIT accepte l'exactitude de cette nouvelle, qui n'a pas échappé à l'attention du gouvernement de Berlin (L'opinion de Napoléon III sur la question du trône d'Espagne en 1869. in: *Rev. d'Hist. Mod. et Contemp.* 16, 1969, p. 437).

^{33a} On doit attribuer, dans ce contexte, un certain intérêt aux notes contemporaines du comte Solms-Sonnenwalde, membre de l'ambassade de Prusse à Paris 1863–70 et conseiller diplomatique au quartier général du prince héritier Frédéric Guillaume pendant la guerre. Après avoir classé la correspondance de Benedetti, saisie au château de Rouher, et après l'avoir soumise à Bismarck, il notait dans son journal privé sur la réaction du chancelier: *Als er sie sah, meinte er, er hätte nicht geglaubt, daß man sich solange von ihm bei der Nase würde herumführen lassen.* [Cf. Becker, *Zum Problem*, p. 601]. *Er habe nur zum Scheine unterhandelt, aber nichts versprochen.* (13 novembre 1870). Une inscription du 26 novembre semble se référer à ces propos de Bismarck: *Konsul Bamberg speist bei mir. Er behauptet von Bismarck, er habe den Kaiser Napoleon so lange mit Vorspiegelungen lüstern gemacht, bis es zum Kriege gekommen sei. Bamberg ist doch scharfsinnig!* Solms estimait Bamberg comme le meilleur expert de la scène politique de Paris. J'espère pouvoir faire paraître prochainement une étude sur les origines de la guerre franco-allemande d'après les mémoires inédits de Solms-Sonnenwalde. (Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au comte Wilhelm zu Solms-Sonnenwalde d'avoir bien voulu me rendre accessibles les papiers de l'ancien ambassadeur).

Bismarck a préparé cette occasion en acceptant et en poussant la candidature espagnole; certes, le Chancelier ne pouvait prévoir toutes les maladresses capitales que devaient commettre Gramont et Ollivier. Mais lorsqu'il fit triompher définitivement sa volonté contre les réticences du roi Guillaume envers la candidature espagnole, le Chancelier était convaincu – d'après ses propres paroles du mois de juin 1870 – qu'avec un homme tel que Gramont *nul jour n'a de lendemain* et que le nouveau ministre des Affaires Etrangères était comme les taureaux: *On n'a qu'à lui montrer le chiffon rouge pour qu'il se jette dessus*³⁴.

L'attitude de Bismarck pendant la crise ne différait nullement de la ligne de conduite qu'il avait esquissée à l'ambassadeur italien deux mois plus tôt. Dès le matin du 13 juillet – c'est-à-dire avant de connaître les dernières pressions fatales de Benedetti à Ems – Bismarck annonçait au représentant de la reine britannique qu'il était résolu à demander des garanties au gouvernement français. Dittrich et Kolb (dans la tradition de Sybel) ont essayé d'interpréter cette communication comme un avertissement indirect au cabinet de Paris et comme une contribution aux essais de Bismarck d'éviter en dernière heure le déclenchement de la guerre. Et ils s'accordent pour affirmer qu'il serait absurde de vouloir déduire de cette communication de Bismarck la décision du Chancelier de relever le gant et de provoquer le conflit militaire. Or, si l'on acceptait cette explication, il faudrait également appliquer ce verdict à un témoin qui ne devrait pas éveiller de soupçons: Le 15 décembre 1870, Léopold von Ranke notait dans son journal personnel: *L'origine de la guerre n'est pas celle qu'on pense. La guerre a été décidée ici à Berlin. »Nous sommes armés», dit Moltke. Et Bismarck de répondre: »Si telle est votre conviction, allons-y»*³⁵. Jusqu'à présent on a daté cet extrait du journal de Ranke du 13 juillet 1870 et on l'a mis en rapport avec la fameuse rédaction de la dépêche d'Ems. Or, il résulte du contexte, sans aucune ambiguïté, que Ranke se réfère à la réunion de Bismarck avec Roon, Eulenburg et Moltke le soir du 12 juillet. Il ne semble pas que, dans ce cas-ci, le témoignage d'un contemporain tel que l'historiographe de l'état de Prusse, puisse être ébranlé par des études d'une grande pénétration mises au service d'une prémisse erronée.

Avant de terminer cet examen et avant d'arriver à la conclusion, il faut jeter un coup d'œil sur un autre problème. On sait qu'en France Gramont n'était pas le seul à réagir comme un taureau face au chiffon

³⁴ D'après un récit du comte Chreptowitch, ancien ministre russe à Londres (cf. Maxime du CAMP, *Souvenirs d'un demi-siècle. Au temps de Louis-Philippe et de Napoléon III 1830-1870*. Paris s. d. [1949], p. 267).

³⁵ Leopold von RANKE, *Tagebücher*. Édité par Walther Peter FUCHS. München-Wien 1964, p. 409.

rouge. Lorsque Prévost-Paradol quitta Paris pour son nouveau poste à Washington, il fut congédié par l'Impératrice Eugénie avec des paroles représentatives des dispositions du gouvernement et des milieux dirigeants: *Il faut en finir*. Depuis la crise de juillet certains hommes politiques et certains historiens n'ont pas cessé de soupçonner que la cour impériale s'était aperçue auparavant de la diversion espagnole de Bismarck. Et souvent on a avancé la thèse qu'on espérait autour de Napoléon III pouvoir user de cette question dynastique comme guet-apens pour Bismarck afin d'infliger une défaite sérieuse à la politique prussienne sans courir le risque de provoquer les sentiments nationaux allemands³⁶. Cette idée ne me semble pas pouvoir être exclue, mais évidemment, il sera très difficile de la vérifier avec certitude par de futures recherches.

Il ne me reste que peu de temps pour conclure. Je me borne donc à quelques suggestions.

Lorsque le comte de Solms-Sonnenwalde, chargé d'affaires de l'ambassade prussienne à Paris pendant la deuxième moitié des années soixante, passait en revue – dans ses mémoires inédits – la politique qui devait aboutir à la guerre de 1870, il faisait valoir des raisons de politique extérieure et de politique intérieure pour expliquer les initiatives de Bismarck dans la question espagnole³⁷. Parmi les motifs du plan extérieur,

³⁶ Cf. BARKER, loc. cit., et Eadem, *Distaff Diplomacy. The Empress Eugénie and the Foreign Policy of the Second Empire*. Austin & London 1967, pp. 186–194.

³⁷ Cf. l'extrait suivant d'un exposé autobiographique, datant probablement des années 90 et destiné à une publication de Heinrich von POSCHINGER sur les collaborateurs de Bismarck: *Im Januar [1870] war Baron Werther in Berlin gewesen, wo man die hohenzollernsche Thronkandidatur besprochen hatte. Gleich hier sei bemerkt, daß Graf Bismarck sich in Deutschland großen Schwierigkeiten gegenüber befand. Die Bedingung der Respektierung der Mainlinie machte sich immer unangenehmer fühlbar; die in § 5 des Prager Friedens übernommene Verpflichtung, Teile Nord-Schleswigs an Österreich zurückzugeben, war eine Zusage, deren Erfüllung man sich kaum noch länger entziehen konnte, im norddeutschen Parlament endlich sah man einer kaum zu bewältigenden Opposition gegen das Militär-Budget entgegen. Alle diese Fragen waren leicht zu lösen, wenn man – ich will nicht sagen: einen Krieg provozierte, aber doch eine drohende Kriegsgefahr auf der Bildfläche erscheinen ließ. Daß Frankreich aus dieser Frage einen Kriegsfall konstruieren würde, hat Bismarck entschieden nicht vorausgesehen. A partir de la deuxième phrase, tout ce passage fut rayé (évidemment par Solms lui-même) et inséré (avec de légères modifications stylistiques) dans le texte quelques pages plus loin. POSCHINGER l'a écarté définitivement et remplacé (en relevant quelques phrases précédentes) d'une manière qui supprimait tout établissement d'une responsabilité de Bismarck pour la candidature espagnole et qui éliminait toute allusion à une stratégie de conflit, envisagée par le chancelier en raison du développement des affaires étrangères et de la politique intérieure: *Solms ließ in seinen Mitteilungen nach Berlin après l'explosion de la bombe espagnole] keinen Zweifel darüber aufkommen, daß, wenn die hohenzollerische Thronkandidatur nicht zurückgezogen würde, in wenigen Tagen die Kriegserklärung zu gewärtigen sei. Es gelang ihm aber anfänglich nicht, Bismarck von der eminent kritischen Lage zu überzeugen. Bismarck hielt noch geraume Zeit an dem**

il citait notamment le problème du Slesvig, dont la solution ne pouvait être ajournée plus longtemps. Sur le plan de la politique intérieure, il mettait surtout en relief le problème du budget militaire dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, dont l'échéance en 1871 laissait prévoir la réapparition des antagonismes du conflit constitutionnel du début des années 1860³⁸ – conflit qui avait mis en cause toute la structure traditionnelle de la monarchie militaire de Prusse et qui menaçait même d'être alimenté par la Russie, où Gortchakov n'excluait pas sa compréhension pour l'idée d'un désarmement partiel afin de soulager la masse des fardeaux économiques de la paix armée et pour ainsi réduire les dangers des tensions sociales croissantes, phénomène européen de la deuxième moitié des années soixante³⁹.

On doit ajouter à cela la stagnation et les tendances rétrogrades du mouvement petit-allemand⁴⁰ et l'incertitude sur la politique future de

Glauben fest, die Franzosen seien nicht in der Lage, Krieg zu machen, und Solms beurteile die Lage nicht richtig. L'affirmation de Solms que Bismarck ne calculait aucunement une guerre comme résultat de la candidature espagnole (cf. BECKER, *Zum Problem*, pp. 575 sq.), se fonde en premier lieu sur les réactions de colère que provoquaient auprès du Chancelier les dépêches pessimistes envoyées par Solms à Berlin après le discours de Gramont. Bismarck alla jusqu'à ordonner à Thile d'éclairer le jugement du chargé d'affaires sur la valeur de l'encre d'imprimerie de la presse française (BISMARCK, loc. cit., p. 343). Lorsque POSCHINGER voulut exclure de sa publication la plupart des passages et des documents ayant rapport à ces dissentiments entre Bismarck et Solms, l'ancien ambassadeur retira son manuscrit; il justifia cette décision en notant qu'il n'avait pas de raison de participer à une entreprise qui ne visait qu'à glorifier Bismarck. Dans un compte rendu critique de ses relations avec le Chancelier (mémoire, qui n'était pas destiné à la publication) Solms soutient son opinion que Bismarck avait provoqué la guerre à dessein. – Il reste à signaler, que la première phrase de l'extrait cité a été annotée (selon toute apparence par POSCHINGER): *cess.*; elle fut rayée sans être relevée plus tard. L'affirmation de Solms que Werther avait conféré, à Berlin, sur la candidature espagnole dès janvier 1870 revêt un caractère sensationnel face à l'opinion presque unanime que Bismarck, avant l'offre espagnol de février 1870, ne s'occupait point de la succession au trône de Charles Quint. L'assertion est à vérifier.

³⁸ Les craintes dans les milieux militaires ont trouvé une expression représentative (*Unsre große Gefahr ist das Militärbudget pro 72 [...]. Die Militärfrage ist die Lebensfrage des Staates [...]*) dans deux lettres d'Albrecht von Stosch du 5 avril et 28 mai 1870 (*Denkwürdigkeiten des Generals und Admirals Albrecht v. STOSCH. Briefe und Tagebuchblätter.* Édité par Ulrich v. STOSCH. in: *Deutsche Revue* 27, 1902 III, pp. 276 sq.). Pour une évaluation de la part de militants libéraux cf. Hans BLUM, *Das Deutsche Reich zur Zeit Bismarcks.* Leipzig 1899, p. 132.

³⁹ En automne 1869, Gortchakov a entretenu, lors d'un séjour à Baden-Baden, le roi Guillaume de ce problème en soulignant la nécessité de remédier aux mouvements socialistes et révolutionnaires par l'amélioration de la condition de vie des peuples (dépêche du marquis de Launay du 26 octobre 1869; Ministero degli Affari Esteri Roma, Archivio Storico Diplomatico, Rapporti Prussia, Pacco 1320). On connaît le sort et le rôle tactique des projets de désarmements en hiver 1869/70.

⁴⁰ Un publiciste contemporain a caractérisé cette situation ainsi: *Der norddeutsche Bund zwar hatte sich befestigt [...]; aber je mehr er [...] in der Richtung zum Einheitsstaat fortschritt, desto schwächer mußte die Hoffnung auf Vereinigung des Sü-*

Saint-Petersbourg après la mort éventuelle du vieux Tzar, pour exposer les raisons principales qui déterminèrent Bismarck – au printemps 1870 – à inaugurer une politique qui aboutit à la provocation d'une guerre défensive – d'une guerre qu'on jugeait inévitable de part et d'autre du Rhin. Cette guerre devait exaucer le vœu de la majorité de la nation allemande de s'unir et de s'emparer de la première place en Europe continentale aussi bien qu'achever l'histoire de la Prusse en conformité avec les principes de Frédéric II. Et elle devait liquider une crise fondamentale de la société politique de Prusse et servir de moyen à l'intégration sociale, politique et culturelle des populations allemandes hétérogènes sur les bases, jusqu'à lors controversées, des structures traditionnelles de la Prusse. Lorsqu'un publiciste anglais affirmait dès 1871 que Bismarck *made war on France because he feared Germany*, il visait justement cet aspect bonapartiste de la politique du «Chancelier de Fer», son cauchemar des révolutions, qui constituait un facteur intégrant de la politique bismarckienne⁴¹.

Depuis 1970, on a souvent cité une lettre de Jacob Burckhardt, datant des premières années qui ont suivi la fondation de l'Empire allemand, dans laquelle l'érudit de Bâle exposait son opinion, à savoir que – pendant 7 ans – Bismarck avait bénéficié d'un grand avantage: Le monde entier pensait que seul Louis Napoléon faisait des guerres pour des raisons de politique intérieure. Burckhardt pensait qu'il était grand temps pour la Prusse, ne serait-ce que par instinct de conservation, de faire les trois guer-

dens mit dem Norden werden. Der Muth der süddeutschen Einheitsfreunde fing an sehr zu sinken, man verzichtete auf baldige Verwirklichung der nationalen Wünsche und begnügte sich damit, den Einheitsgedanken wenigstens festzuhalten und auf bessere Zeiten bewahren zu wollen. [...] Je länger sich die Spannung [entre la France et la Prusse] hinzog, desto unsicherer wurde die Einmüthigkeit des Widerstandes gegen Frankreich. Denn die Parteien in Süddeutschland, welche Preußen und die Ausdehnung seines Einflusses nun einmal als das größte Uebel für Deutschland ansahen, mußten von ihrem Standpunkt aus endlich weiter zu einem Bündniß mit Frankreich getrieben werden, oder wenigstens die Neutralität als das natürlichste [...] Verhalten ansehen (KLÜPFEL, loc. cit., p. 330). Cf. tout récemment HUGO LACHER, *Süddeutschland und die Reichsgründung*. in: *Zeitschr. f. Hohenzollerische Geschichte* 93, 1970 [1972], pp. 120 sqq.

⁴¹ SCRUTATOR [= Malcolm MACCOLL], *Who is responsible for the war?* London 1871, p. 95. Au cours de la discussion suivant ma conférence à l'Institut Historique Allemand, Maître Maurice Paz a bien voulu attirer mon attention sur le fait que le catalogue de la Bibliothèque Nationale attribuée à Gladstone cette analyse hautement intéressante des origines de la guerre de 1870. Ni les lettres de Gladstone à Malcolm MacColl, conservées au British Museum, que j'ai pu consulter grâce à l'aimable autorisation de Sir E. W. Gladstone (Hawarden Castle), ni la biographie de Malcolm MacColl ne justifient cette identification (Malcolm MACCOLL, *Memoirs and Correspondence*. Édité par George W. E. RUSSEL. London 1914, p. 33). Il ne peut cependant pas être exclu que le livre de SCRUTATOR reflète les idées de Gladstone sur la politique bismarckienne au printemps 1870. Cf. encore: *The Life and Letters of Friedrich Max MÜLLER*. Édité par Georgina Max MÜLLER. 1^{er} London 1902, pp. 386–402.

res de 64, 66 et 70. Et il poursuit: Si – dans le même but – il nous faut à nouveau faire une guerre – eh bien, nous en aurons encore une autre⁴².

Le pronostic de Burckhardt nous ramène au passage de la lettre de Eulenburg de septembre 1914, que nous avons cité en introduction. On ne saurait nier que les façons de présenter les guerres de 70 et 14 étaient semblables. Et il est incontestable qu'en 1914, comme auparavant en 1870, on espérait trouver dans la guerre la solution de certains problèmes de structure intérieure. La tactique de *l'intégration par l'agression*⁴³ que Bismarck a poursuivie jusqu'en 1870 et qu'il a appliquée après à l'intérieur n'a pas pu résoudre les problèmes qui se posaient pour la Prusse lors du passage d'une société agraire à une société industrielle. Ainsi, le système d'une modernisation partielle, qui caractérisait l'empire de Bismarck, a contribué à sa propre crise finale. A un certain degré, la politique hasardeuse du gouvernement impérial en 1914, comme l'a formulé Hasso Hofmann, n'était qu'un tribut tardif à l'utopie conservatrice de Bismarck qui pensait pouvoir éviter la révolution sans pour autant accorder des réformes fondamentales.

⁴² Jacob BURCKHARDT, Briefe. Édité par Max BURCKHARDT. t. V Basel/Stuttgart 1963, p. 139 (lettre à Friedrich von Preen du 12 octobre 1871).

⁴³ Cf. Christian Graf von KROCKOW, Aggression und auswärtige Politik. in: Konkretionen politischer Theorie und Praxis. Festschrift für Carlo Schmid zum 75. Geburtstag am 3. Dezember 1971. Édité par Adolf ARNDT, Horst EHMKE, Iring FETSCHER et Otwin MASSING. Stuttgart 1972, p. 344.